

"Accord monétaire franco-allemand" dans Corriere della Sera (17 novembre 1971)

Légende: En novembre 1971, le quotidien italien Corriere della Sera rend compte des tensions grandissantes entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la France quant aux moyens envisagés pour endiguer la crise monétaire européenne.

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. Spadoloni, Giovanni. 17.11.1971, n° 271; anno 96. Milano: Corriere della Sera. "Accordo monetario franco-tedesco", auteur:Ballardin, G.F. , p. 22.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/accord_monetaire_franco_allemand_dans_corriere_della_sera_17_novembre_1971-fr-e71baeab-f76a-4b1b-87b7-2b01b8901ba6.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Premier pas vers une solution à la crise financière

Accord monétaire franco-allemand

Les termes de l'accord restent secrets – Il sera ratifié en décembre à Paris lors de la réunion entre Brandt et Pompidou – Le spectre de la récession a poussé Bonn à mettre fin au flottement du mark – Possible dévaluation du dollar

De notre correspondant

Bruxelles, le 16 novembre.

La France et l'Allemagne fédérale sont parvenues à un accord secret sur les questions monétaires qui devrait permettre aux Européens et aux Américains de s'acheminer vers une solution à la crise déclenchée par les mesures économiques prises par Nixon. L'accord franco-allemand devrait être ratifié au cours de la réunion au sommet qui se tiendra début décembre à Paris entre Brandt et Pompidou.

Le différend monétaire qui oppose la France à l'Allemagne, et qui s'est aggravé au cours de ces derniers mois, a commencé en mai dernier, lorsque Bonn a unilatéralement décidé de réévaluer le mark pour mettre un terme à l'afflux de capitaux spéculatifs et bloquer l'inflation. La décision allemande, ratifiée à contrecœur par le Marché commun – qui, comme l'a ensuite expliqué Pompidou, a été contraint de signer un pacte avec le diable –, a précipité le marché commun agricole dans la crise et renvoyé aux calendes grecques les ambitieux projets relatifs à la création d'un bloc monétaire européen doté d'une monnaie commune.

Les Français, extrêmement sensibles au sujet de la supériorité économique allemande en Europe – supériorité désormais indiscutable –, ont interprété la décision de Bonn comme une tentative d'imposer à l'Europe des Six une espèce d'hégémonie du mark. Depuis, les relations entre Giscard d'Estaing et Schiller sont devenues tellement tendues que les deux ministres ont été surnommés «frères ennemis du club européen».

En septembre, les six pays du Marché commun ont adopté une position commune sur l'attitude à adopter à l'égard des États-Unis: la réévaluation des principales monnaies européennes, demandée par Washington pour favoriser les exportations américaines et améliorer la balance des paiements des États-Unis, aurait dû être accompagnée d'une dévaluation du dollar par rapport à l'or et de l'abolition de la taxe américaine sur les importations étrangères. Cette position commune à l'égard des États-Unis masquait cependant un profond désaccord sur les problèmes «internes»; en effet, pendant que les Français insistaient sur la nécessité de rétablir la fixité des changes à l'intérieur du Marché commun, mettant fin au flottement du mark et du florin, Schiller, «super-ministre» de l'économie, restait, lui, défenseur du flottement de la monnaie allemande, quitte à bloquer la construction européenne.

Le 20 octobre, Brandt a écrit à Pompidou pour lui proposer une conférence au sommet franco-allemande destinée à dissiper les désaccords et les malentendus ayant vu le jour peu de temps avant entre les deux pays, et pas seulement dans le secteur monétaire. Dans un premier temps, Pompidou s'est montré plutôt réticent à accepter la proposition, car les deux pays n'avaient pas encore réussi à résoudre les divergences monétaires qui avaient détérioré les rapports entre Bonn et Paris au cours des six derniers mois. Mais en attendant, Schiller et Giscard d'Estaing sont parvenus à une large entente secrète sur les principaux problèmes du contentieux monétaire franco-allemand.

Cet accord de principe a définitivement été mis au point en marge de la session officieuse des ministres des Finances du Marché commun qui s'est récemment déroulée à Versailles. Toutefois, les autres pays de la Communauté n'ont pas encore été mis au courant.

Le spectre de la récession qui pèse sur l'Europe des Six a poussé le chancelier Brandt à mettre fin au flottement du mark et à fixer une nouvelle parité. Depuis le mois de mai, le mark a, de fait, déjà été réévalué de neuf pour cent par rapport au dollar et au franc français, et de 6,5 pour cent par rapport aux autres monnaies. Les exportations allemandes se sont ainsi trouvées en difficulté, et de nombreuses entreprises allemandes ont été obligées de fermer la porte ou de réduire leur personnel.

Le gouvernement de Bonn s'est depuis longtemps déclaré disposé à réévaluer le mark de sept ou huit pour cent, à condition que la France fasse également un «geste» dans ce sens. Mais les Français avaient toujours refusé, pour ne pas fragiliser la compétitivité de l'industrie française sur les marchés mondiaux et, également, pour ne pas céder aux Américains qui, comme l'a expliqué Giscard d'Estaing, «cherchent à exporter leur chômage en Europe».

De plus, les Français craignent la puissance économique de l'Allemagne (au cours des treize dernières années, la valeur du franc par rapport au mark a diminué de 65 pour cent) et font tout leur possible pour aider leur industrie à faire face à la concurrence allemande.

L'accord secret passé entre Bonn et Paris prévoit que les Américains devront modifier la parité or du dollar, fixée en 1934 par Roosevelt à 35 dollars l'once. Le mark allemand serait réévalué, par exemple, de 7,5 ou 8 pour cent par rapport à l'ancienne parité (les chiffres sont tenus secrets pour éviter les spéculations). S'ajoutant aux effets de la dévaluation du dollar (qui pourrait être de cinq pour cent), la valeur effective du mark augmenterait de 12 ou 13 pour cent par rapport à son ancienne parité.

La parité or du franc ne serait pas touchée: toutefois, le franc serait réévalué de facto d'un montant égal à la dévaluation du dollar. Le yen japonais devrait être réévalué de manière très nette (les Américains veulent carrément vingt pour cent). La lire italienne retrouverait son ancienne parité (625 liras pour un dollar) ou subirait une légère dévaluation qui reflèterait bien la situation actuelle. En effet, depuis le 15 août dernier, la lire a été dévaluée de près de deux pour cent par rapport à toutes les autres monnaies du monde. En revanche, la lire a été réévaluée de trois pour cent par rapport au dollar.

Le compromis franco-allemand devrait maintenant permettre aux Six d'avoir une position commune à la session ministérielle du «club des dix» prévue pour le début du mois de décembre à Rome, sous la présidence du secrétaire américain au Trésor, John Connally. Lors de cette rencontre, les dix pays les plus riches du monde (dont ceux du Marché commun, les États-Unis, le Canada et le Japon) pourront décider de mettre fin à la crise monétaire, en acceptant un compromis qui prévoirait la suppression de la taxe américaine de 10 pour cent (probablement subordonnée à certaines concessions du Marché commun dans le secteur des agrumes et du tabac), la dévaluation du dollar par rapport à l'or et la réévaluation des monnaies «fortes» européennes et du yen japonais.

Les Américains sont plutôt réticents à l'idée d'une dévaluation du dollar qui mettrait officiellement fin à l'hégémonie de la monnaie américaine sur la scène monétaire internationale. Toutefois, comme nous l'a expliqué ce soir un spécialiste du Marché commun,

«une telle mesure réévaluerait les réserves monétaires américaines, réduirait l'importance de la dette des États-Unis dans le monde et améliorerait la compétitivité des exportations américaines sur les marchés mondiaux, mettant ainsi fin à l'une des crises les plus aiguës de l'après-guerre».

La parole est à présent aux Américains, pense Pompidou, qui a demandé que le sommet avec Brandt ait lieu après la prochaine réunion du «groupe des dix», lorsque l'on saura si les États-Unis acceptent ou non les propositions européennes.

G.F. Ballardin